

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

### PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

#### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	700 fr.	375 fr.
Etranger . . . . .	850 fr.	450 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 35 fr.  
Etranger : Port en sus.

#### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

#### ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne . . . . .	30 f
Minimum . . . . .	150 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	150 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Tous mémoires, requêtes ou pétitions, sous forme de lettre ou autrement, adressés à Monsieur le Commissaire de la République, à M.M. les Chefs de Service, Commandants de Cercle ou Chefs de Subdivision doivent être revêtus du timbre de dimension.

Faute de quoi, lesdites pièces seront retournées aux signataires sans examen.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1951

- 20 mars — Décret n° 51-383 portant fixation des taxes télégraphiques applicables par les voies françaises aux correspondances échangées entre les départements français d'outre-mer, les territoires administrés comme tels, d'une part, et le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole). *Arrêté de promulgation n° 263-51/Cab. du 18 avril 1951.* 306
- 20 mars — Décret n° 51-387 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septem. bre 1945 et relatif à l'obtention des diplômes de docteur en médecine, chirurgien-dentiste et sage-femme par les étudiants de nationalité étrangère ou les titulaires de diplômes étrangers et à l'exercice de leur art par certains étrangers naturalisés. *(Arrêté de promulgation n° 254-51/Cab. du 17 avril 1951).* 307

5 avril

- Arrêté ministériel fixant le taux des bourses allouées, par les territoires d'outre-mer, aux étudiants et élèves en résidence dans la métropole, en Algérie et les départements d'outre-mer. *(Arrêté de promulgation n° 267-51/Cab. du 20 avril 1951)* 309

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1951

- 11 avril — N° 249-51/F. — Arrêté réglementant l'octroi des subventions aux établissements d'Enseignement privé du Togo. 310
- 11 avril — N° 250-51/F. — Arrêté retirant de la circulation les pièces métropolitaines de 2 francs, 1 franc et 50 centimes 314
- 16 avril — N° 252-51/F. — Arrêté portant ouverture de crédits provisoires pour le compte du Budget de l'Etat. 315
- 17 avril — N° 256-51/TP. — Arrêté réglementant l'exploitation du wharf de Lomé 315
- 18 avril — N° 258-51/CD. — Arrêté portant désignation de la Commune-Mixte de Lomé pour l'établissement par voie de rôles nominatifs de l'impôt personnel et de la taxe vicinale. 317
- 18 avril — N° 265-51/TP. — Arrêté relatif à une instance introduite par l'U.A.C. contre le Territoire du Togo. 318
- 18 avril — N° 284/D/EF. — Décision portant définition des zones prévues à l'article 21 du décret du 5 février 1938 318
- 21 avril — N° 269-51/AE. — Arrêté portant programme d'emploi du compte « Cacao » 318
- 23 avril — N° 270-51/E. — Arrêté portant organisation de l'Ecole Normale d'Instituteurs d'Atakpamé. 311

23 avril	— N° 271-51/IM. — Arrêté modifiant l'arrêté 654-50/IM. du 16 août 1950 fixant les bases de calcul du montant des délaissements forfaitaires à Lomé	320
23 avril	— N° 272-51/Plan. — Arrêté portant approbation des rôles primitifs des cotisations 1951 des SIP. de Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango	322
23 avril	— N° 273-51/Plan. — Arrêté portant approbation des rôles supplémentaires des cotisations 1950 des SIP. de Klouto et Mango (section Dapango)	323
Personnel		323
Divers		326

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis de concours : (Rédacteurs d'administration générale d'outre-mer).	329
Déclaration d'associations	329

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Postes et Télécommunications

ARRETE N° 263-51/Cab du 18 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-383 du 20 mars 1951 portant fixation des taxes télégraphiques applicables par les voies françaises aux correspondances échangées entre les départements français d'outre-mer, les territoires administrés comme tels, d'une part, et le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1951.

Y. Digo.

DECRET N° 51-383 du 20 mars 1951.

Le Président de conseil des ministres :

Sur le rapport du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, du Ministre de la France d'Outre-Mer, du Ministre des Affaires étrangères, du Ministre des Finances et des

Affaires économiques, du Ministre du Budget et du Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer,

Vu l'article 2 de la loi du 21 mars 1878 relative à la taxe télégraphique;

Vu la loi du 29 juillet 1913, concernant la fixation de certaines taxes télégraphiques internationales;

Vu l'article 39 de la loi du 29 mars 1920, concernant la fixation par décrets de certaines taxes télégraphiques;

Vu l'article 71 de la loi du 29 avril 1926, rendant applicables aux taxes radioélectriques les dispositions de l'article 39 de la loi du 29 mars 1920;

Vu le décret du 30 décembre 1937, modifiant les décrets du 6 janvier 1928 et du 1<sup>er</sup> août 1930, fixant les taxes afférentes au parcours radioélectrique des correspondances échangées par les communications radiotélégraphiques;

Vu le décret du 23 mai 1936, portant fixation des taxes télégraphiques dues pour le transit par les câbles franco-anglais et par les câbles de l'Etat;

Vu le décret n° 50-766 du 24 juin 1950, portant fixation des taxes télégraphiques applicables par les voies françaises, aux correspondances échangées entre la France, l'Algérie et la Tunisie, d'une part, les départements français d'outre-mer, les territoires d'outre-mer de la République française et les territoires administrés comme tels, d'autre part, et entre ces territoires;

Vu la loi du 24 avril 1949, autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale des télécommunications (Atlantic-City, 1947) et le règlement télégraphique (révision de Paris 1949) y annexé;

Vu l'avis du Conseil des Télécommunications de l'Union Française,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes par mot ordinaire applicables aux correspondances télégraphiques échangées par les voies françaises entre les territoires ci-dessous désignés et le Maroc (à l'exclusion de la zone espagnole) sont fixées comme suit :

- Les îles Saint-Pierre et Miquelon; 0,45 franc-or;
- Les départements français d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion), l'Afrique équatoriale française, l'Afrique occidentale française, le Cameroun, le Togo, la Côte française des Somalis, Madagascar et dépendances, les Comores : 0,75 franc-or;
- La Nouvelle-Calédonie et dépendances, les Etablissements français de l'Océanie et les Nouvelles-Hébrides : 1 franc-or.

ART. 2. — Les taxes applicables dans les relations visées à l'article 1<sup>er</sup> ne pourront être supérieures à 75 % du tarif de la voie concurrente la moins coûteuse.

ART. 3. — Dans les relations visées à l'article 1<sup>er</sup>, le tarif des télégrammes de presse est fixé au cinquième du tarif ordinaire.

ART. 4. — Pour la répartition des taxes prévues à l'article 1<sup>er</sup>, les taxes terminales revenant à chaque administration ou office sont ainsi fixées :

- 1<sup>o</sup> Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française : trois vingtièmes de la taxe totale;
- 2<sup>o</sup> Départements français d'outre-mer, Maroc, Madagascar et dépendances (y compris les Comores) : deux vingtièmes de la taxe totale;
- 3<sup>o</sup> Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Nouvelles-Hébrides, Etablissements

français de l'Océanie, Saint-Pierre et Miquelon, Cameroun et Togo : un vingtième de la taxe totale.

ART. 5. — Pour le trafic visé à l'article 1<sup>er</sup> et acheminé en transit par la Métropole par le câble Brest-Casablanca ou par la liaison radioélectrique directe France-Maroc, la part afférente au parcours câble ou radioélectrique ci-dessus est fixée à 0,10 franc-or par mot ordinaire.

ART. 6. — La taxe radioélectrique ou la taxe du câble est obtenue en déduisant des taxes totales, prévues à l'article 1<sup>er</sup>, les taxes terminales fixées à l'article 4 et la taxe de 0,10 franc-or prévue à l'article 5.

La taxe radioélectrique est répartie également entre les parcours radioélectriques d'acheminement normal. La quote-part afférente à chaque parcours radioélectrique est partagée par moitié entre la station d'émission et la station de réception.

ART. 7. — Il n'est pas alloué de taxe additionnelle pour l'acheminement au-delà de la station terminale radioélectrique ou de câbles sous-marins.

ART. 8. — Les règlements des comptes entre les administrations et offices sont opérés trimestriellement.

Les comptes pour chaque trimestre sont établis d'après des relevés portant sur une semaine choisie d'avance, après accord entre les administrations intéressées.

Ils sont dressés d'après les résultats réels pour toute période pendant laquelle des circonstances exceptionnelles modifient sensiblement les échanges.

ART. 9. — Tout remboursement de taxe résultant d'une faute du service télégraphique est supporté par l'administration dont dépend le bureau d'origine du télégramme auquel s'applique le remboursement.

ART. 10. — L'unité monétaire employée comme base des taxes susindiquées est le franc défini à l'article 39 de la Convention internationale des télécommunications (Atlantic-City, 1947).

ART. 11. — Les dispositions des décrets des 23 mai 1936 et 30 décembre 1937 contraires à celles du présent décret sont abrogées.

ART. 12. — Un arrêté du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones fixera la date d'application du présent décret.

ART. 13. — Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le Ministre de la France d'Outre-mer, le Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le Ministre du Budget et le Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mars 1951.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,*  
Charles BRUNE.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
SCHUMAN.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*  
Maurice-PETSCHÉ.

*Le ministre du budget,*  
Edgar FAURE.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
François MITTERRAND.

*Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,*  
Lucien COFFIN.

#### Médecine

ARRETE No 254-51/Cab du 17 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 47-2023 du 15 octobre 1947 rendant applicable aux territoires de la France d'outre-mer, l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, promulgué au Togo le 4 décembre 1947;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 51-387 du 20 mars 1951 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 et relatif à l'obtention des diplômes de docteur en médecine, chirurgien-dentiste et sage-femme par les étudiants de nationalité étrangère ou les titulaires de diplômes étrangers et à l'exercice de leur art par certains étrangers naturalisés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 17 avril 1951.

Y. DIGO.

DECRET No 51-387 du 20 mars 1951.

Le Président de conseil des ministres :

Sur le rapport du Ministre de l'Education nationale, du Ministre de la Santé publique et de la Population, du Ministre de l'Intérieur, du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre de la France d'Outre-Mer,

Vu l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien-dentiste et de sage-femme, et notamment son article 3, aux termes duquel « un règlement d'administration publique fixera les conditions dans lesquelles :

« 1<sup>o</sup> Les étudiants de nationalité étrangère pourront s'inscrire aux facultés et écoles de médecine en vue de l'obtention du diplôme d'Etat;

« 2<sup>o</sup> Les titulaires d'un diplôme étranger de docteur en médecine, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, ou d'un diplôme français d'université, pourront postuler le diplôme d'Etat;

« 3<sup>o</sup> Afin de tenir compte de la durée légale du service militaire, le délai au terme duquel les étrangers, naturalisés sans avoir accompli leur service militaire, peuvent être autorisés à exercer leur art » ;

Vu l'avis du Conseil de l'Enseignement supérieur ;  
Le conseil d'Etat entendu,

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les étudiants de nationalité étrangère ne peuvent s'inscrire aux facultés et écoles en vue du diplôme de docteur d'une université française, mention médecine, ou du diplôme de chirurgien-dentiste d'une université française, s'ils ne possèdent pas des titres étrangers équivalents aux titres initiaux français exigés des candidats au diplôme français d'Etat de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste.

ART. 2. — Les étudiants de nationalité étrangère ne peuvent s'inscrire aux facultés et écoles en vue du diplôme français d'Etat de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste, s'ils ne justifient pas des titres initiaux français exigés par les règlements afférents à ces diplômes.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les Mauriciens titulaires d'un certificat de « matriculation », délivré par une des universités de la Grande-Bretagne, peuvent, par décision du ministre de l'éducation nationale et sur avis favorable du conseil de l'enseignement supérieur ou de sa section permanente, être dispensés de produire le baccalauréat français en vue du diplôme français d'Etat de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste.

ART. 3. — Les étrangers titulaires d'un diplôme étranger de docteur en médecine ou ayant accompli des études en vue de ce diplôme, qui postulent le diplôme de docteur d'une université française, mention médecine, doivent remplir les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup>. Ils peuvent être dispensés au maximum de la scolarité afférente aux trois premières années d'études et des trois premiers examens de fin d'année.

ART. 4. — Les étrangers titulaires d'un diplôme de docteur d'une université française, mention médecine ou ayant accompli des études en vue de ce diplôme qui postulent le diplôme français d'Etat de docteur en médecine, doivent :

1<sup>o</sup> Justifier des titres initiaux exigés des candidats au diplôme français d'Etat de docteur en médecine, y compris le certificat d'études physiques, chimiques et biologiques ;

2<sup>o</sup> Satisfaire à tous les examens.

Ils peuvent être dispensés au maximum de la scolarité afférente aux première, deuxième, troisième et cinquième années d'études.

ART. 5. — Les étrangers ou les français titulaires d'un diplôme étranger de docteur en médecine, ou ayant accompli des études en vue de ce diplôme, qui postulent le diplôme français d'Etat, doivent :

1<sup>o</sup> Justifier des titres initiaux exigés des candidats au diplôme français d'Etat de docteur en médecine, y compris le certificat d'études physiques, chimiques et biologiques ;

2<sup>o</sup> Satisfaire à tous les examens.

Ils peuvent être dispensés au maximum de la scolarité afférente aux trois premières années d'études.

ART. 6. — Les étrangers titulaires d'un diplôme étranger de chirurgien-dentiste ou ayant accompli des études en vue de ce diplôme, qui postulent le diplôme de chirurgien-dentiste d'une université française, doivent remplir les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup>. Ils peuvent être dispensés au maximum de la scolarité afférente aux première et quatrième années d'études et des premier et quatrième examens de fin d'année.

ART. 7. — Les étrangers titulaires d'un diplôme de chirurgien-dentiste d'une université française ou ayant accompli des études en vue de ce diplôme, qui postulent le diplôme français d'Etat de chirurgien-dentiste, doivent :

1<sup>o</sup> Justifier de l'un des titres initiaux exigés des candidats au diplôme français d'Etat de chirurgien-dentiste et du certificat d'études physiques, chimiques et biologiques français ;

2<sup>o</sup> Satisfaire à tous les examens.

Ils peuvent être dispensés au maximum de la scolarité afférente aux première et quatrième années d'études.

ART. 8. — Les étrangers ou les français titulaires d'un diplôme étranger de chirurgien-dentiste ou ayant accompli des études en vue de ce diplôme, qui postulent le diplôme français d'Etat, doivent :

1<sup>o</sup> Etre titulaires de l'un des titres initiaux exigés des candidats au diplôme français d'Etat ;

2<sup>o</sup> Justifier du certificat d'études physiques, chimiques et biologiques français.

Ils peuvent être dispensés de la scolarité afférente à la première année d'études. Ils doivent satisfaire à tous les examens.

ART. 9. — Les étrangers naturalisés français après avoir obtenu les titres étrangers équivalents aux titres initiaux français et avant d'avoir pris la première inscription en vue des études de médecine ou de chirurgie dentaire ne peuvent être admis à s'inscrire en vue du diplôme de docteur d'une université française, mention médecine, ou du diplôme de chirurgien-dentiste d'une université française.

Ils ne peuvent s'inscrire en vue du diplôme français d'Etat de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste que lorsqu'ils justifient des titres initiaux français exigés par les règlements afférents à ces diplômes.

ART. 10. — Les étrangers naturalisés français au cours de leurs études en vue du diplôme de docteur d'une université française, mention médecine, peuvent poursuivre ces études jusqu'à la vingt-quatrième inscription non comprise. Ils ne sont autorisés à postuler le diplôme français d'Etat que lorsqu'ils possèdent les titres initiaux français exigés des candidats au diplôme français d'Etat de docteur en médecine, y compris le certificat d'études physiques, chimiques et biologiques. Ils ne peuvent être dispensés alors, en vue du diplôme français d'Etat, que de la scolarité afférente aux pre-

mière, deuxième, troisième et cinquième années d'études. Ils doivent satisfaire à tous les examens.

ART. 11. — Les étrangers naturalisés français au cours de leurs études en vue du diplôme de chirurgien-dentiste d'une université française peuvent poursuivre ces études jusqu'à la vingtième inscription non comprise. Ils ne sont autorisés à postuler le diplôme français d'Etat que lorsqu'ils justifient de l'un des titres initiaux français exigés des candidats au diplôme français d'Etat de chirurgien-dentiste et du certificat d'études physiques, chimiques et biologiques français.

Ils ne peuvent être dispensés alors en vue du diplôme français d'Etat que de la scolarité afférente aux première et quatrième années d'études. Ils doivent satisfaire à tous les examens.

ART. 12. — Les étrangers naturalisés français après avoir obtenu le diplôme de docteur d'une université française, mention médecine, ou le diplôme de chirurgien-dentiste d'une université française, doivent, pour pouvoir postuler le diplôme français d'Etat de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste, justifier des titres initiaux exigés des candidats à ces diplômes.

Ils peuvent alors bénéficier des dispenses de scolarité prévues en faveur des titulaires du diplôme d'une université française candidat au diplôme français d'Etat.

ART. 13. — Les titulaires d'un diplôme étranger de sage-femme ou ayant accompli des études en vue de ce diplôme, qui postulent le diplôme français d'Etat peuvent bénéficier de dispenses de scolarité dont l'étendue varie avec la nature et la durée des études faites à l'étranger.

Elles ne sont pas dispensées du concours d'entrée dans les écoles de sages-femmes et doivent remplir toutes les conditions d'âge et de titres exigées pour l'accès à ce concours.

ART. 14. — Les équivalences de titres et les dispenses de scolarité ou d'examen prévues aux articles précédents sont accordées par le Ministre de l'Education nationale, après avis du conseil de l'enseignement supérieur ou de sa section permanente et, en outre, pour les dispenses prévues à l'article 13, après avis du conseil de perfectionnement des écoles de sages-femmes.

ART. 15. — Tout étranger naturalisé titulaire du diplôme français d'Etat de docteur en médecine et inscrit au tableau de l'ordre :

1<sup>o</sup> Peut immédiatement exercer la médecine s'il a accompli le temps légal de service militaire actif imposé aux français de sa classe de recrutement ou s'il a servi dans une unité combattante de l'armée française depuis 1914 ou s'il a été mobilisé ou engagé volontaire dans l'armée française pendant six mois au moins durant les guerres 1914-1918 et 1939-1945 ou au cours d'opérations militaires ou s'il a été exempté totalement des obligations militaires françaises par un conseil de révision ou partiellement par un conseil de réforme, ou si la loi de recrutement ne lui est pas applicable en raison de son sexe;

2<sup>o</sup> Peut exercer la médecine seulement après un délai égal à la durée du service militaire qu'il n'aura

pas accompli si, en raison de son âge, il a été dispensé de la totalité ou d'une partie du temps légal du service militaire actif, ce délai devant partir du jour de l'obtention du diplôme.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux chirurgiens-dentistes.

ART. 16. — Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> à 14 du présent règlement d'administration publique sont applicables à l'Algérie, aux départements et territoires d'outre-mer.

Celles de l'article 15 sont applicables à l'Algérie; elles ne deviendront applicables aux départements et territoires d'outre-mer que sous réserve des modalités d'adaptation nécessaires qui seront faites par décret.

ART. 17. — Le Ministre de l'Education nationale, le Ministre de la Santé publique et de la Population, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la France d'Outre-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mars 1951.

Henri QUEUILLE.

Par le président du conseil des ministres,  
ministre de l'intérieur :

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
Pierre-Olivier LAPIE.

*Le ministre des affaires étrangères,*  
SCHUMAN.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
François MITTERRAND.

*Le ministre de la Santé publique et de la population,*  
Pierre SCHNEITER.

*Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Eugène THOMAS.

*Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,*  
Louis-Paul AUJOLAT.

### **Enseignement**

#### **Bourses d'études**

ARRETE No 267-51/Cab. du 20 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret no 49.867 du 28 juin 1949 portant réglementation générale des bourses, prêts d'honneur et secours scolaires accordés par les Territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, aux étudiants ou élèves en cours d'études dans la Métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie, promulgué au Togo le 23 juillet 1949;

Vu l'arrêté ministériel du 17 août 1949 relatif aux modalités de paiement des bourses, promulgué au Togo le 29 septembre 1949;

Vu l'arrêté ministériel du 9 août 1950 fixant les conditions de paiement des bourses allouées par les Territoires de la France d'outre-mer aux boursiers en cours d'études dans la Métropole, promulgué au Togo le 11 septembre 1950;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté ministériel du 5 avril 1951 fixant le taux des bourses allouées, par les Territoires d'outre-mer, aux étudiants et élèves en résidence dans la métropole, en Algérie et les départements d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 20 avril 1951.

Y. DIGO.

### ARRETE ministériel du 5 avril 1951.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret du 28 juin 1949 réglementant l'attribution des bourses par les territoires d'outre-mer aux étudiants ou élèves en cours d'études dans la métropole, l'Algérie et les départements d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 46 du 17 août 1949, ensemble les textes modificatifs subséquents, portant application dudit décret;

Vu l'arrêté n° 58 du 9 août 1950 fixant le taux des bourses établies en vertu des textes susvisés.

### ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté susvisé du 9 août 1950 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 1<sup>er</sup> (nouveau). — Le taux annuel de bourses, prévues aux articles 3 et 4 du décret susvisé, est fixé comme suit :

Catégorie A . . . . .	192.500 F.
Catégorie B . . . . .	201.500 F.
Catégorie C . . . . .	228.500 F.
Catégorie D . . . . .	256.000 F.

Art. 2. (nouveau). — Les bourses sont mandatées conformément au tableau ci-dessous :

1<sup>o</sup> D'octobre inclus à juin inclus, neuf mensualités de : 8.500 F. en catégorie A; 9.500 F. en catégorie B; 12.500 F. en catégorie C; 18.000 F. en catégorie D;

2<sup>o</sup> Supplément pour renouvellement et entretien du trousseau, achat de livres et fournitures scolaires, et paiement de frais de scolarité : 40.000 F.

Les allocataires ayant droit à l'indemnité de premier équipement prévue à l'article 5 du décret du 28 juin 1949 ne pourront prétendre à ce supplément.

Les frais de scolarité élevés feront l'objet de la procédure prévue aux articles 10 et 11 du décret du 28 juin 1949;

3<sup>o</sup> Supplément en vue des vacances de Noël (catégories A, B, C seulement) : 10.000 F.;

4<sup>o</sup> Supplément en vue de vacances de Pâques (catégories A, B, C seulement); 12.000 F.;

5<sup>o</sup> Mois de juillet, août, septembre : trois mensualités de 18.000 F.

Art. 3 (nouveau). — Le taux de l'indemnité journalière de séjour au port, prévue à l'article 5 du décret du 28 juin 1949 et aux articles 7 (§ e) et 8 (§ a) de l'arrêté est fixé à 800 F. par jour.

L'indemnité de transport prévue à l'article 5 du décret du 28 juin 1949 se compose :

A l'aller : 1<sup>o</sup> du prix de billet de chemin de fer 3<sup>e</sup> classe du port de débarquement au lieu d'affectation;

2<sup>o</sup> D'une somme égale aux frais de transport par chemin de fer de 100 kg. de bagages pour ce même trajet, en vitesse unique.

Au retour : 1<sup>o</sup> du prix du billet de chemin de fer 3<sup>e</sup> classe du lieu de dernière affectation au port d'embarquement;

2<sup>o</sup> D'une somme égale aux frais de transport par chemin de fer de 100 kg. de bagages pour ce même trajet, en vitesse unique.

Art. 4 (nouveau). — Le taux de l'indemnité de premier équipement prévue à l'article 5 du décret susvisé et à l'article 9 de l'arrêté n° 46 est fixé comme suit : catégories A, B, C : 50.000 F.; catégorie D : 60.000 F.

Art. 5 (nouveau). — Les boursiers de la catégorie D percevront pendant les grandes vacances et pendant leur traitement dans un établissement hospitalier un secours scolaire de 100 F. par jour destiné au payement de leur chambre.

Ce secours scolaire ne sera dû que pendant une période qui ne pourra être inférieure à quinze jours ni supérieure à trois mois.

Art. 6 (nouveau). — Les dispositions du présent arrêté prendront effet du 1<sup>er</sup> avril 1951.

Art. 7 (nouveau). — L'inspecteur général de l'enseignement et le chef du service administratif colonial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des groupes de territoires ou territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 5 avril 1951.

Louis-Paul AUJOLAT.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Enseignement

#### Subventions

ARRETE No 249-51/F du 11 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 148/F. du 21 février 1947 réglementant les subventions octroyées aux établissements d'Enseignement privé modifié par les arrêtés 827/F. du 4 décembre 1947, 80/F. du

23 janvier 1948, 197-49/F. du 14 mars 1949, 287-49/F. du 30 mars 1949 modifiant l'arrêté 197-49/F. du 14 mars 1949; Vu l'arrêté 155/50/F. du 21 février 1950 modifiant à nouveau l'article 5 de l'arrêté 148/F. du 21 février 1947;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des subventions peuvent être octroyées aux établissements d'enseignement privé du Togo, sous réserve que soient strictement appliquées dans ces établissements les dispositions réglementaires relatives à l'enseignement privé dans le Territoire et que d'autre part l'enseignement y soit donné gratuitement.

ART. 2. — Les écoles coraniques, les écoles de catéchisme, les catéchuménats éventuellement les écoles dites de la langue indigène, ne sont en aucun cas, considérées comme des établissements d'enseignement.

ART. 3. — Les subventions octroyées ne doivent contribuer à couvrir que les dépenses de personnel, de matériel, outillage d'enseignement professionnel, manuel ou agricole, de fournitures scolaires.

ART. 4. — Les éléments entrant en ligne de compte pour l'octroi de la subvention sont, pour chacun des établissements :

- 1° — Le nombre et la qualité des maîtres autorisés à enseigner.
- 2° — Les résultats obtenus aux examens officiels.

ART. 5. — Les effectifs des différentes catégories des personnels de l'enseignement privé entrant dans le calcul de la subvention sont fixés annuellement par arrêté et pour chaque mission ou société, compte tenu des crédits inscrits au Budget local.

ART. 6. — Le barème de calcul de la subvention est le suivant :

- 1° — Par maître titulaire d'une licence, autorisé à enseigner :

- a) — après 5 ans de service . . . . . 290.400
- b) — avant 5 ans de service . . . . . 266.400

- 2° — Par maître titulaire du baccalauréat 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> partie, du brevet supérieur, autorisé à enseigner, chargé de la direction générale des écoles ou accomplissant un service effectif d'enseignement :

- a) — après 5 ans de service . . . . . 218.400
- b) — avant 5 ans de service . . . . . 194.400

- 3° — Par maître titulaire de B.E., instituteur diplômé, autorisé à enseigner :

- a) — après 5 ans de service . . . . . 158.400
- b) — avant 5 ans de service . . . . . 146.400

- 4° — Par moniteur diplômé autorisé à enseigner :

- a) — après 5 ans de service . . . . . 102.000
- b) — avant 5 ans de service . . . . . 90.000

- 5° — Par moniteur auxiliaire titulaire du C.E.P.E. autorisé à enseigner :

- a) — après 5 ans de service . . . . . 68.400
- b) — avant 5 ans de service . . . . . 56.400

6° — Pour résultats aux examens officiels :

- a) — par élève admis au certificat d'études primaires . . . . . 1.200
- b) — par élève admis dans les Collèges de Lomé et de Sokodé . . . . . 3.000

ART. 7. — Les subventions sont accordées aux établissements d'enseignement privé par décision du Commissaire de la République.

Elles sont versées mensuellement à terme échu aux directeurs des établissements scolaires, sur présentation d'un état numérique en triple exemplaire des maîtres autorisés à enseigner ayant accompli régulièrement leur service pendant le mois écoulé, décompté suivant le barème fixé à l'article 5 et dans la limite des effectifs fixés par l'arrêté à l'article 4.

Cet état sera certifié par l'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement qui, pourra exiger la production de toutes pièces justificatives nécessaires.

Toutefois, les primes pour succès aux examens sont payables en une seule fois, suivant un état établi par le Directeur de l'Enseignement, dans la limite des crédits prévus au budget.

ART. 8. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951 et annule tous les arrêtés antérieurs relatifs à l'attribution des subventions aux établissements d'enseignement privé et en particulier l'arrêté 148/F. du 21 février 1947, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 11 avril 1951.

Y. DIGO.

### Ecole Normale d'Instituteurs

ARRETE N° 270-51/E du 23 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 35/E. du 18 janvier 1935 organisant l'Enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 70/E. du 13 février 1945 organisant le Cours Normal de moniteurs d'Atakpamé;

Vu l'arrêté n° 298/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du personnel du cadre local secondaire de l'Enseignement;

Vu l'arrêté n° 986-49/P. du 18 décembre 1949 organisant le cadre local secondaire des instituteurs en cadre local supérieur;

Vu l'avis favorable donné par l'Assemblée Représentative du Togo dans sa séance du 19 avril 1951;

### ARRETE :

#### TITRE I

#### Objet de l'Ecole Normale

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Atakpamé, une Ecole Normale ayant pour objet de préparer des can-

didats et des candidates aux emplois d'instituteurs et institutrices des cadres locaux du Togo.

La sanction normale des études est le brevet élémentaire et le Certificat d'aptitude pédagogique.

## TITRE II

### *Recrutement des Elèves*

ART. 2. — Les élèves (des deux sexes) de l'Ecole Normale sont recrutés par voie de concours parmi les élèves titulaires du C.E.P.E. Chaque année, le Commissaire de la République fixe, par décision, la date à laquelle auront lieu les épreuves et le nombre des places mises au concours, sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie, directeur de l'Enseignement.

Le régime de l'école est l'internat. Tous les élèves-maîtres sont boursiers.

ART. 3. — Les candidats doivent être âgés de 14 ans au moins et de 18 ans au plus au premier janvier de l'année du concours.

ART. 4. — Le dossier de candidature qui doit parvenir à la direction de l'enseignement au moins un mois avant la date du concours, comprend :

1°) — Une demande d'inscription sur papier libre adressée au Commissaire de la République, écrite et signée par l'intéressé, confirmée par le père, ou, si l'enfant est orphelin, par le tuteur. La signature du père ou du tuteur doit être dûment légalisée. La demande doit indiquer avec précision le domicile et la profession des parents.

2°) — Un extrait de l'acte de naissance ou toute autre pièce en tenant lieu.

3°) — Une copie conforme du C.E.P.E.

4°) — Un certificat de scolarité portant des appréciations détaillées sur le travail, les aptitudes, le caractère et la conduite du candidat. Ce certificat est établi par le directeur d'école. Il est visé par l'inspecteur primaire.

5°) — Un engagement de suivre en entier le cycle des études du cours de l'école normale et servir pendant dix ans au moins dans le cadre local des instituteurs.

Cet engagement est signé par le candidat et par son père et tuteur. La signature du père ou du tuteur doit être dûment légalisée. Il porte la mention qu'en cas de non-observation des clauses précitées pour tout autre motif que raison de santé, l'élève devra rembourser au Territoire les frais d'études et d'internat.

6°) — Un certificat médical attestant que le candidat est apte à remplir ultérieurement des fonctions dans l'enseignement public.

## TITRE III

### *Concours d'admission*

ART. 5. — Le concours comprend :

Des épreuves écrites tirées du programme du cours moyen 2<sup>e</sup> année et choisies par l'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement.

1° — Une épreuve d'orthographe composée d'une dictée d'au moins 15 lignes et d'un questionnaire portant sur l'intelligence du texte et la connaissance de

la langue; 30 minutes sont accordées pour répondre aux questions.

L'épreuve d'orthographe comporte deux notes : 10 points sont attribués à la dictée, le zéro étant éliminatoire — 10 points sont attribués aux questions.

Coefficient 1.

2°) — Une épreuve de composition française portant sur un sujet en relation avec la vie personnelle de l'enfant, la vie de l'école ou du village; durée 2 heures.

Coefficient 3.

3°) — Deux problèmes portant sur l'arithmétique, le système métrique et la géométrie; durée 2 heures.

Coefficient 2.

4°) — Une épreuve de dessin d'observation à main levée; durée 1 heure.

Coefficient 1.

5°) — Une épreuve de sciences; durée 1 heure.

Coefficient 1.

6°) — Une épreuve d'écriture courante et de présentation dont la note est donnée sur l'épreuve de composition française.

Coefficient 1.

Des épreuves orales qui auront lieu le lendemain matin et comprendront :

1°) — Une épreuve de lecture à haute voix suivie de questions sur l'intelligence du texte et sur la grammaire.

Coefficient 3.

2°) — Une interrogation d'histoire et de géographie (avec croquis au tableau).

Coefficient 2.

3°) — Une note de présentation et de bonne prononciation sera donnée par la Commission à la fin des épreuves orales.

Coefficient 2.

Toute note inférieure à 6/20 dans les épreuves autre que l'orthographe est éliminatoire.

ART. 6. — Les épreuves écrites ont lieu dans l'ordre suivant :

Matin : Orthographe — Composition française — Dessin

Soir : Calcul — Sciences.

Elles commencent le matin à 7 heures 30, l'après-midi à 14 heures.

ART. 7. — L'admission définitive est prononcée par le Commissaire de la République dans l'ordre de la liste d'admission dressée par la Commission d'examen et dans la limite du nombre des places mises au concours.

Nul ne peut figurer sur cette liste s'il n'a obtenu la moyenne de 10 sur 20 sur l'ensemble des épreuves.

ART. 8. — Les Commissions chargées de surveiller les épreuves et de faire subir les épreuves orales dans les différents centres sont constituées par l'Inspecteur d'Académie.

ART. 9. — La Commission chargée de corriger les épreuves du concours est nommée par décision du Commissaire de la République.

Elle siège à Lomé et est composée de :

L'Inspecteur d'académie — Président,

Le Directeur du Cours Normal — Vice-Président,

Les Inspecteurs Primaires chargés des circonscriptions Nord et Sud.

Deux Instituteurs ou Institutrices Principaux.

Autant d'Instituteurs et Institutrices qu'il sera nécessaire.

#### TITRE IV.

##### *Personnel*

ART. 10. — Le personnel de l'Ecole Normale comprend :

1 Directeur : Professeur d'école normale ou de cours complémentaire.

1 Professeur de sciences pour l'enseignement des mathématiques et des sciences physiques.

3 Chargés de cours.

1 Instituteur principal — Directeur de l'école annexe d'application.

1 Instituteur ordinaire chargé de la surveillance générale et de l'économat.

Le Directeur est chargé de 10 heures de cours de lettres.

Le Directeur d'Ecole annexe et l'économe sont chargés chacun de 10 heures de cours à l'Ecole Normale.

#### TITRE V

##### *Conseil des maîtres*

ART. 11. — Le personnel de l'école réuni pour délibérer sous la présidence du directeur prend le nom de « Conseil des maîtres ».

Le conseil des maîtres se réunit chaque trimestre et chaque fois que les circonstances l'exigent, sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour et dirige les débats. Un instituteur remplit les fonctions de secrétaire, il établit sur un registre spécial conservé aux archives, le procès-verbal de la réunion.

ART. 12. — Le conseil des maîtres donne son avis sur les questions d'enseignement et de pédagogie concernant l'Ecole Normale, il prend toutes mesures intéressant la discipline intérieure et générale, arrête les notes trimestrielles et procède avant les vacances de Noël et Pâques, au classement des élèves.

En fin d'année scolaire, il se constitue en commission d'examen pour juger les examens de passage et dresse la liste d'admissibilité à la classe supérieure.

ART. 13. — Après les examens de juillet, le directeur établit un rapport général sur le fonctionnement de l'école et sur les résultats obtenus pendant l'année scolaire écoulée et l'adresse au Directeur de l'Enseignement.

#### TITRE VI.

##### *Régime des études*

ART. 14. — La durée des études est de 4 ans. Le programme des matières enseignées est celui des collèges préparant au B.E. Il est fixé par arrêté du

Commissaire de la République, ainsi que la répartition des matières du programme et l'horaire des cours.

ART. 15. — Le tableau d'emploi du temps quotidien, la répartition mensuelle des matières à enseigner, le règlement intérieur, le service de chaque professeur sont établis par le Directeur et soumis à l'approbation de l'Inspecteur d'Académie.

#### TITRE VII

##### *Examens de passage*

ART. 16. — Au cours de chaque année scolaire les élèves subissent avant les vacances de Noël, de Pâques et grandes vacances des examens de classement portant sur toutes les matières enseignées.

Ce classement est établi d'après une note moyenne résultant des notes de compositions avec coefficient 2 et des notes de classe arrêtées chaque mois sans coefficient.

La note de conduite et de valeur professionnelle arrêtée au conseil des maîtres, affectée du coefficient 3, sera incluse dans les notes de classe.

ART. 17. — Les élèves ayant obtenu à la moyenne générale calculée comme il est dit à l'article 16 ci-dessus une note au moins égale à 10/20 passent à la classe supérieure.

Les élèves n'ayant pas obtenu cette note, sont licenciés par le Commissaire de la République, après avis du conseil des maîtres. Certains élèves peuvent être admis à redoubler mais sont alors déchus de leur bourse.

ART. 18. — Pour chaque élève et pendant toute la durée de sa scolarité un carnet de notes est tenu sur lequel figurent les notes trimestrielles et annuelles ainsi que l'appréciation des maîtres et du directeur. Chaque trimestre et en fin d'année scolaire un bulletin de notes est adressé aux familles.

#### TITRE VIII

##### *Brevet élémentaire*

ART. 19. — A la fin de la quatrième année les élèves sont tenus de se présenter à l'examen du Brevet élémentaire.

ART. 20. — Les élèves-maîtres ayant subi avec succès les épreuves du B.E. sont nommés instituteurs adjoints stagiaires par arrêté du Commissaire de la République.

Les élèves-maîtres ayant obtenu 80 points à l'examen du B.E. sont nommés élèves-moniteurs de l'enseignement par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 21. — Les élèves-maîtres n'ayant pas obtenu au B.E. le minimum de points pour être nommés moniteurs, peuvent exceptionnellement sur leur demande écrite, adressée à l'Inspecteur d'Académie et après avis du Conseil des maîtres, être admis, en qualité d'externes (et leur engagement décennal conservant toute sa valeur) à redoubler la quatrième année.

## TITRE IX

*Discipline*

ART. 22. — Les dispositions de l'arrêté fixant le statut de l'enseignement du second degré au Territoire, relatives à la discipline et aux sanctions sont applicables à l'Ecole Normale.

## TITRE X

*Entretien des élèves*

ART. 23. — Le régime de l'Ecole Normale est l'internat.

Les internes garçons sont logés, nourris et vêtus par les soins du Territoire.

Les filles bénéficiaires d'une bourse d'internat logent et mangent dans leur famille, ou chez des correspondants agréés par les parents. Pour le logement et la nourriture, une allocation leur est accordée dont le montant est égal aux allocations correspondantes prévues pour les garçons. Elles sont habillées par les soins de l'économat de l'Ecole Normale.

Le montant des allocations et sa répartition, le régime d'entretien (logement, habillement, nourriture, soins médicaux) sont les mêmes que pour les établissements du second degré.

## TITRE XI

*Economat*

ART. 24. — L'un des instituteurs en service à l'école et en principe, le surveillant général, assure les fonctions d'économe.

L'économe est chargé de la comptabilité de l'école. Il établit les commandes en vue desquelles l'avance prévue à l'article 25 lui est consentie, prépare les marchés, reçoit et prend en charge le mobilier, matériel, outillage, livres et fournitures classiques.

Il assure la nourriture journalière des élèves, veille à la bonne préparation des aliments et à leur répartition, contrôle toutes les denrées achetées.

Il prévoit les améliorations possibles dans la vie matérielle de l'internat.

Il dirige et contrôle le personnel de service qui comprend un cuisinier, un aide-cuisinier, un manoeuvre chargé de l'entretien et un blanchisseur.

ART. 25. — Il est institué à l'Ecole Normale un service de menues dépenses dont l'économe est le régisseur. Le montant de l'avance consentie par le service des Finances est fixé au début de chaque année scolaire par arrêté du Commissaire de la République.

ART. 26. — Les maîtres sont responsables du matériel et des fournitures mis à leur disposition pour la bonne marche de l'enseignement. De concert avec l'économe, ils en dressent le catalogue et signent chaque année le registre d'inventaire.

## TITRE XII

*Formation pédagogique*

ART. 27. — A partir de la 2<sup>e</sup> année les élèves-maîtres reçoivent un enseignement professionnel qui comprend :

a) — 1 leçon hebdomadaire sur la pédagogie théorique — la pédagogie pratique — la psychologie de l'enfant — la psychologie générale.

b) — Une leçon modèle hebdomadaire suivie d'un commentaire critique.

Ces leçons sont présidées par le Directeur de l'Ecole Normale assisté du Directeur de l'Ecole annexe.

c) — Une journée de stage par élève et par mois successivement dans chacune des classes de l'Ecole annexe d'application. Ces stages se feront sous le contrôle de l'instituteur chargé de classe qui guidera et assistera l'élève-maître dans la préparation et la conduite de sa classe.

La composition de pédagogie du dernier trimestre de la 4<sup>e</sup> année est assimilée à l'épreuve écrite du C.A.P. Les élèves-maîtres qui auront obtenu la moyenne à cette composition seront dispensés des épreuves écrites du C.A.P.

ART. 28. — A leur sortie de l'Ecole Normale, les élèves-maîtres titulaires du B.E. sont nommés instituteurs adjoints stagiaires.

Ils sont astreints à subir dès le 4<sup>e</sup> trimestre les épreuves orales et pratiques du C.A.P. à la suite desquelles ils seront nommés au 1<sup>er</sup> janvier suivant, instituteurs adjoints titulaires.

ART. 29. — L'Ecole Normale pourra recevoir des candidats libres qui seront dispensés de l'engagement décennal.

ART. 30. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires antérieures et notamment celles de l'arrêté n° 70/E. du 13 février 1945, et qui prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1951, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 avril 1951.

Y. Digo.

**Monnaies**

ARRETE N° 250-51/F. du 11 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret n° 48-2004 du 30 décembre 1948 concernant l'émission au Togo de jetons métalliques;

Vu l'arrêté interministériel du 4 mars 1949 fixant le montant de l'émission au Togo des jetons métalliques;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les pièces de 2 francs, 1 franc et 50 centimes métropolitaines actuellement en circulation seront reprises par les caisses publiques pour leur valeur faciale.

ART. 2. — Dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté, les pièces de monnaie visées à l'article premier n'auront plus cours légal ni pouvoir libératoire au Togo.

ART 3. — Le Trésorier-Payeur et le chef du service des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 11 avril 1951.

Y. DIGO.

#### Budget de l'Etat

ARRETE No 252-51/F. du 16 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'article 3 de la loi no 48-82 du 7 janvier 1948;

Vu l'urgence de paiement des salaires;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert pour le compte du budget de l'Etat — Chapitre 3070 — Article 2 — un crédit de Cent cinquante mille francs CFA. (150.000 francs CFA.) nécessaire au paiement des salaires des agents journaliers du service de la Météorologie nationale.

ART. 2. — Ce crédit sera annulé lors de la réception des ordonnances délivrées par le budget de l'Etat.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 avril 1951.

Y. DIGO.

#### Wharf de Lomé

ARRETE No 256-51/T.P. du 17 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté no 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'exploitation et aux tarifs du wharf de Lomé et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 9 mai 1937 sur la police, la sûreté et l'exploitation des Chemins de fer en Afrique Occidentale Française;

Vu le décret du 2 mars 1938 rendant le décret du 9 mai 1937 applicable au Togo;

Vu l'arrêté du 12 avril 1938 promulguant ce décret au Togo;

Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 1945 incorporant le service annexe du Wharf au réseau du CFT.;

Le Conseil privé entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'exploitation du Wharf de Lomé relève de la direction des Travaux publics et des Transports du Territoire. Les recettes et dépenses y afférentes sont inscrites au budget annexe du chemin de fer et du Wharf.

ART. 2. — Cette exploitation a pour objet :

1° — L'embarquement et le débarquement :

a) — du courrier postal

b) — des voyageurs et de leurs bagages

c) — des marchandises, des animaux etc, livrés ou reçus.

2° — Le transport des marchandises, des animaux et des colis divers des magasins du Wharf à l'extrémité du Wharf et inversement.

3° — De la manutention de ces marchandises sortant ou entrant des magasins.

ART. 3. — Le wharf fonctionne normalement pendant les jours ouvrables de 7 h. à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Parag. 1 — En dehors des heures réglementaires d'ouverture fixées ci-dessus, le wharf, sur la demande des Compagnies de Navigation ou des navires, pourra travailler dans les conditions fixées aux tarifs particuliers du wharf définis par l'arrêté no 512-50/T.P. du 30 juin 1950 :

a) Les demandes de travail supplémentaire devront indiquer le nombre de grues à mettre à la disposition du bateau.

b) La demande du nombre de grues n'engage pas le service du wharf qui reste entièrement libre de mettre le nombre de grues qu'il juge nécessaire au service des bateaux, suivant ses possibilités.

c) Si, au dernier moment, un bateau ayant demandé le bénéfice des tarifs particuliers décidait de ne pas travailler, il sera compté une heure supplémentaire par grue demandée, à titre de compensation pour le dérangement et les frais occasionnés.

Parag. 2. — Le fonctionnement du Wharf est toujours subordonné à l'état de la mer.

En cas de fermeture ou d'interruption de trafic pour ce motif, les intéressés en seront avisés.

Aucun usager ne peut être admis, de ce fait, à présenter une demande de réduction, de remboursement ou d'indemnité.

Parag. 3. — Les demandes de travail concernant les dimanches et jours fériés ne peuvent être accueillies que si elles sont parvenues à la direction du Wharf la veille à 16 heures 30 au plus tard.

Parag. 4. — Les demandes de travail après 19 heures et celles concernant les dimanches après 12 heures et jours fériés peuvent être acceptées sur décision spéciale du directeur des Travaux publics et des Transports, sauf en ce qui concerne les paquebots postes qui le seront toujours.

## ART. 4. — Accès du Wharf.

Parag. 1. — L'accès du Wharf n'est ouvert au public que pendant les heures de service seulement et sous réserve d'acquitter les droits d'entrée et, le cas échéant de passage à bord, tels qu'ils sont déterminés par les tarifs annexés au présent règlement.

Parag. 2. — L'accès du Wharf et le transport à bord sont interdits à partir de 19 heures, sauf en ce qui concerne les personnes munies d'une carte permanente de service, les personnes munies d'une autorisation du directeur du Wharf et les passagers du bord en provenance du Togo.

Parag. 3. — Il est interdit à toute personne étrangère au service de s'immiscer dans le fonctionnement du Wharf et de s'introduire dans les bureaux sans motif de service.

Parag. 4. — Les usagers sont toujours tenus de déférer aux prescriptions des Agents du service.

Parag. 5. — L'Administration décline toute responsabilité pour les accidents qui pourraient résulter de l'inobservation de ces prescriptions et se réserve le droit de poursuivre les personnes qui les auraient provoqués.

Parag. 6. — Les règles de fonctionnement du Wharf peuvent toujours être modifiées si l'état de la mer l'exige.

Parag. 7. — Les contrevenants aux prescriptions du présent article seront passibles du tribunal de simple police.

## ART. 5.

Parag. 1. — Tout navire travaillant sur rade sans avoir signalé l'heure de son arrivée au moins six heures à l'avance peut se voir opposer par le Wharf un délai maximum de six heures avant de commencer les opérations d'embarquement, ou de deux heures avant toute opération de débarquement.

Parag. 2. — En cas de présence simultanée de deux ou plusieurs navires sur rade, la priorité appartient au plus ancien, qui dispose de ce fait de tous les avantages que pourrait lui concéder cette priorité.

Parag. 3. — Dans tous les autres cas, seule la commission de rade, nommée par arrêté n° 925-50/T.P. du 18 novembre 1950 peut statuer sur les demandes de priorité.

Parag. 4. — La priorité est acquise, quelle que soit la situation sur rade :

1° — aux paquebots postes des lignes desservant régulièrement Lomé ;

2° — aux navires ayant moins de 70 tonnes à charger ou à décharger.

Parag. 5. — Le nombre maximum de bateaux pouvant être desservis par le wharf est fixé à deux. Toute latitude est laissée au maître du wharf pour faire travailler un 3<sup>e</sup> bateau avec le matériel inemployé d'un des bateaux précédents.

Parag. 6. — Les vapeurs tenus dans l'attente auront toujours la faculté de transporter les marchandises par leurs propres moyens pour en effectuer le pointage contradictoire sur le wharf.

Parag. 7. — Les Commandants des navires sont tenus de se conformer aux indications de mouillage fournis par l'officier de port, maître du wharf, dans l'intérêt du service, autant que la sécurité de leur bateau le permettra.

Parag. 8. — Le chef du service du wharf demeure seul juge d'interrompre les opérations avec les navires ;

a) — Si l'état de la mer le nécessite.

b) — Si les moyens que doit fournir le bord sont estimés insuffisants.

## ART. 6.

Parag. 1. — Les voyageurs débarquant ou embarquant doivent acquitter le prix de leur passage et du transport de leurs bagages.

Les réquisitionnaires sont tenus de présenter leur réquisition.

Parag. 2. — Les officiers des navires en uniforme et les agents qui les accompagnent pour l'exécution de leur service bénéficient de la gratuité du transport sur rade et de l'accès du wharf.

A titre exceptionnel, cette même mesure sera appliquée à tous membres de l'équipage munis d'une demande d'autorisation signée de leur commandant.

Parag. 3. — Tous les passagers sont tenus de déférer aux réquisitions des agents du service de l'immigration et de l'émigration.

Parag. 4. — Les voyageurs sont tenus d'assister au chargement et au déchargement de leurs colis au débarcadère ou de s'y faire représenter.

Parag. 5. — Les bagages manifestés sont à l'embarquement remis au magasin des douanes, et le wharf se charge de l'acheminement jusqu'au navire, et inversement au débarquement jusqu'au magasin.

Parag. 6. — Le wharf décline toute responsabilité pour toutes avaries dues à un emballage défectueux.

Parag. 7. — Les porteurs de bagages ne sont pas admis gratuitement sur le wharf.

## ART. 7. — Service des marchandises.

Les opérations en mer se rapportant aux colis indivisibles de plus de 10 tonnes ou de plus de 2 mètres cubes ne seront obligatoires que lorsque le temps le permettra et après avis du chef du service du wharf.

Le wharf pourra refuser de prendre sous sa responsabilité des colis de plus de 10 tonnes indivisibles et de plus de 9 mètres de longueur. Si sa responsabilité est dégagée par écrit, il pourra virer des colis pesant jusqu'à 17 tonnes au maximum, l'encombrement de ces colis étant toujours limité à 20 mètres de longueur.

Pour tous colis excédant ces tonnages ou s'y rapprochant, une entente préalable avec le wharf sera d'ailleurs indispensable avant toute opération.

## ART. 8. — Le pointage des marchandises est fait :

a) — A l'exportation : sur le Wharf

b) — A l'importation : sur le navire

## ART. 9.

Parag. 1. — Le wharf, en qualité de premier réquisitionnaire de marchandises à débarquer, envoie un ou plusieurs pointeurs à bord du navire.

Avant toute opération de chargement ou de déchargement, les documents doivent être déposés aux bureaux du wharf et des douanes.

Les pointeurs du wharf ont le droit d'exiger l'examen minutieux des colis dont ils ont à prendre charge. Les pointeurs ont le droit et ils devront avoir la possibilité d'examiner les colis.

Parag. 2 — Les colis portant des traces d'ouverture et dans la pratique tous ceux qui sont l'objet de litiges devront être mis de côté pour être examinés par un pointeur spécialement désigné, à l'heure déterminée suivant l'accord préalable entre l'officier du navire et le wharf. Un agent du Lloyd devra assister à cette vérification sur la demande de l'une des parties. Les manquants, la casse, etc... seront obligatoirement mentionnés sur le cahier des réserves.

Parag. 3. — L'examen des réserves se fera obligatoirement sur le wharf. L'état des réserves, établi comme il est spécifié ci-dessus, sera signé par le commandant du bord ou son délégué et par le pointeur du wharf. Cet état sera fait en quatre expéditions : une pour le wharf, une pour le magasin, une pour le bord, la quatrième pour l'agence intéressée de la Compagnie de navigation. Un extrait certifié conforme pourra être délivré sur demande au destinataire ou à l'expéditeur intéressé.

Parag. 4. — Le wharf décline toute responsabilité pour les manquants ou avaries qui pourraient être constatés à la réception en douane des marchandises contenues dans les colis en bon état extérieur et ne portant pas de trace visible d'ouverture. Le service du wharf sera toutefois tenu de délivrer les certificats correspondants de perte, coulage ou avaries.

Parag. 5 — Pour les marchandises perdues le long du bord, au débarquement, les procès-verbaux sont à établir par le commandant du vapeur. Une copie certifiée par le commandant du bord devra être remise au pointeur du wharf. Les marchandises ainsi perdues figureront toujours sur le cahier des réserves du wharf comme non débarquées par ce navire.

Parag. 6. — Pour les marchandises perdues en mer, après prise en charge le long du bord, et jusqu'à l'entrée en magasin, le wharf ne sera responsable que des pertes, avaries, coulage, etc... résultant du défaut de précaution et de négligence de ses agents.

Tous les manquants autres que ceux mentionnés ci-dessus seront considérés de plein droit comme étant la conséquence des risques maritimes inhérents au transport des marchandises du navire sur le tablier du wharf. Les certificats de perte seront établis par le maître du wharf, signés par lui et par deux témoins autorisés et soumis en dernier lieu au visa du directeur des Travaux Publics et des Transports.

Parag. 7. — En cas de perte totale d'un colis, ou d'un manquant dans un colis (sauf exception prévue au paragraphe 3 ci-dessus) qui ne proviendrait pas de risque de mer, le service du wharf, responsable, ne sera redevable que de la valeur de l'objet déclaré, c'est-à-dire du prix de la marchandise C.I.F. Lomé.

Toute personne faisant une fausse déclaration de quantité, de poids, ou de valeur, pourra être poursuivie judiciairement. La déclaration engage à elle seule le demandeur.

Parag. 8. — Le territoire du Togo est civilement responsable des dommages causés par des agents du wharf à l'occasion du fonctionnement de ce service. Le conseil du contentieux du Territoire du Togo étant seul compétent pour juger des litiges pouvant survenir à cette occasion.

Parag. 9. — Chaque jour le service du wharf délivre des lettres d'avis pour des marchandises débarquées et emmagasinées la veille. Afin d'éviter l'encombrement des magasins, les destinataires sont tenus de retirer leurs marchandises dans le plus bref délai.

Parag. 10. — Le service du wharf ne saurait être tenu pour responsable des détériorations, pertes, coulages, avaries, etc... que pourraient subir les marchandises au cours de leur séjour dans les magasins de la Douane.

Parag. 11. — Les colis d'argent ou en valeur déclarée, seront obligatoirement reconnus à bord par le destinataire, qui sera tenu de les accompagner à terre ou de les faire accompagner par un représentant autorisé, sans que le wharf assume la moindre part de responsabilité.

Parag. 12. — Les carburants de toute nature, après pointage au wharf, sont pris en charge par le service des douanes, qui assure le gardiennage jusqu'à la livraison.

Parag. 13 — Les explosifs de toute nature, après reconnaissance par les agents de la douane, sont immédiatement conduits à la poudrière.

ART. 10. — Les taxes (droits d'entrée et de wharfage) doivent être acquittées avant tout enlèvement des marchandises d'importation, sauf pour les destinataires ayant déposé une provision au Trésor.

Pour les produits destinés à l'exportation, les droits de sortie et de wharfage doivent être acquittés dans les mêmes conditions. Les sommes dues sont liquidées par le chef du service des douanes.

ART. 11. — Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraires des textes antérieurs relatifs au fonctionnement du service du wharf de Lomé.

Lomé, le 17 avril 1951.

Y. Digo.

**Commune-Mixte de Lomé**

**Impôt personnel — Taxe vicinale**

ARRRETE No 258-51/CD du 18 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 526/CD du 17 octobre 1944, ensemble les textes modificatifs subséquents, notamment la délibération de l'Assemblée Représentative du Togo n° 55/50/CD, du 24 octobre 1950 rendue exécutoire par arrêté n° 157/51/CD du 28 février 1951;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1er janvier 1952 tous les habitants de la Commune-mixte de Lomé passibles de l'impôt personnel et de la taxe vicinale (hors catégorie, catégorie supérieure, catégorie ordinaire) seront imposés par voie de rôles nominatifs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1951.

Y. Digo.

### Justice

ARRETE N° 265-51/TP. du 18 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16-24 août 1790;

Vu l'ordonnance du 16 Fructidoran III;

Vu l'article 160 de l'ordonnance du 21 août 1825 et l'article 176 de l'ordonnance du 9 février 1827;

Vu les décrets des 5 et 7 août 1881,

Vu le décret du 22 mai 1924;

Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 1945;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'exploitation du Wharf administratif de Lomé et des textes modificatifs subséquents en particulier l'arrêté du 17 avril 1951 en son article 9, parag 8;

Vu le déclinatoire de compétence transmis au procureur de la République le 15 mars 1951;

Vu le jugement en date du 6 avril 1951 du Tribunal Civil de Lomé statuant sur sa compétence;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Tribunal civil de Lomé est sommé de surseoir au jugement de l'instance introduite par la société United Africa contre le Territoire du Togo et portée devant ce même tribunal le 16 mars 1951.

ART. 2. — Le présent arrêté sera soumis dans les délais réglementaires à l'examen du Tribunal des conflits.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1951.

Y. Digo.

### Régime forestier

DECISION N° 284-D/EF. du 18 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier au Territoire du Togo;

### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les zones prévues à l'article 21 du décret du 5 février 1938 sont définies ainsi qu'il suit :

« Tout territoire compris entre le 6<sup>e</sup> et le 11<sup>e</sup> parallèle nord et dépendant du territoire du Togo sous mandat français ».

ART. 2. — Le chef du service des Eaux et Forêts du Territoire et les chefs de circonscriptions administratives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1951.

Y. Digo.

### Compte de soutien

ARRETE N° 269-51/AE. du 21 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 883-49/AE du 31 octobre 1949 créant le compte dit : « Compte de Soutien et d'Équipement de la Production Locale » et déterminant les dépenses de ce nouveau compte;

Vu les lettres ministérielles n° 6112/AE/2 du 24 juin 1950 et n° 8912/AE/2 du 28 septembre 1950;

Vu le Procès-verbal de la Conférence tenue le 31 juillet 1950 à Palimé;

Vu l'approbation ministérielle donnée par lettre n° 3138/AE. 2 du 2 avril 1951;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 8 de la section I — Cacao de l'arrêté n° 883-49/AE du 31 octobre 1949 est désormais libellé comme suit :

A « Création et régénération des cacaoyères, études et recherches pour l'amélioration de la production ».

ART. 2. — Le solde au 31 décembre 1950 du compte de soutien et d'équipement de la production locale, section I — cacao : arrêté à la somme de trente huit millions cinq trente-et-un mille deux cent vingt-six francs — (38.531.226) est réparti comme suit entre les diverses rubriques du sus-dit compte :

Section I — Paragraphe 1 — . . . . .	5.000.000
Section — " 8 — . . . . .	10.000.300
Section — " 9 — . . . . .	19.850.000
Section — " 10 — . . . . .	3.381.226

ART. 3. — Ce solde sera utilisé conformément aux dispositions du programme en deux chapitres ci-après exposés :

### CHAPITRE I

#### Production

a) — Etudes et recherches pour l'amélioration de la production (section I paragraphe 8) —

1<sup>o</sup> — Centre-Pilote d'Amou-Oblo de 20 hectares destiné à l'éducation des adultes et à servir de station de travaux pratiques aux élèves des écoles primaires de la région. — Centre employant la force hydraulique (turbine de 15 à 20 C.V.)

Bâtiments . . . . .	2.000.000	
Matériel du centre de traitement (complément) . . . . .	1.000.000	
Matériel de culture mécanique (tracteur Cob et outillage). . . . .	500.000	
Trois années de dépenses de fonctionnement . . . . .	3.000.000	6.500.000

2<sup>o</sup> — Annexe de Kpimé au centre d'Amou-Oblo 1 hectare

Centre annexe consistant en un atelier mixte hydroélectrique de dépulpage et séchage du cacao et du café — à construire en 1952 —

Bâtiment . . . . .	500.000	
Matériel . . . . .	500.000	
Matériel de ramassage (petit tracteur et remorque) . . . . .	500.000	1.500.000

3<sup>o</sup> — Ebauche du centre-pilote de pluriculture de Kougnohou (adjonction) —

Participation — Installation hydraulique et distribution . . . . .	1.700.000	
--	-----------	--

(Prise d'eau dans la rivière Pakao-démivellation 45 m distance de rivière à réservoir 650 m)

Installation électrique — fonctionnement sur groupe éolien de 4 à 5 kms. . . . .	600.000	2.300.000
--	---------	-----------

Ces installations profiteront également au dispensaire, à l'école et à l'alimentation en eau du Centre . . . . . 10.300.000

b) — Lutte contre le parasitisme (section I paragraphe 1)

Equipes phyto-sanitaires		
Leur fonctionnement pendant trois ans . . . . .	5.000.000	5.000.000
Total du chapitre production . . . . .		15.300.000

### CHAPITRE II

#### Travaux d'intérêt général

#### Aménagement des voies d'évacuation — Equipement Routier

a) — Ouverture ou aménagement de pistes ou routes d'évacuation : (Section I Paragraphe 9)

1<sup>o</sup> — Cercle de Klouto

Participation à la construction d'ouvrages définitifs sur les routes du cacao autres que Palimé-Dafo et Palimé-Atakpamé . . . . . 2.440.000

2<sup>o</sup> — Cercle du centre

Participation à la construction d'ouvrages définitifs sur les routes du cacao, à l'exception de la route Palimé-Atakpamé — 1<sup>re</sup> tranche — Achèvement des ouvrages définitifs sur les routes de Litimé — Abréouanko et Badou-Kpété-Béna . . . . . 1.906.000

Remplacement des platelages en bois sur les ponts métalliques en premier lieu . . . 3.000.000

2<sup>e</sup> tranche — éventuellement travaux complémentaires de la 1<sup>re</sup> tranche et participation aux ouvrages définitifs sur les sections Kougnohou Djon, Kougnohou Vhé Kougnou ; Atakpamé-Badou . . . . . 3.654.000

Les crédits de la 2<sup>e</sup> tranche ne seront alloués qu'après achèvement de la 1<sup>re</sup> tranche.

3<sup>o</sup> — Subdivision travaux publics Sud (Adjonction partielle)

Participation aux ouvrages définitifs de la route Palimé-Atakpamé . . . . . 4.000.000  
15.000.000  
15.000.000

b) — Equipement routier des d'évacuation du cacao (section 1 paragraphe 9)

1<sup>o</sup> — Cercle de Klouto

2 camions-benne . . . . .	1.500.000	
2 marteaux-pneumatiques et 1 compresseur . . . . .	200.000	
2 rouleaux-compresseurs 5 T. . . . .	1.200.000	
	2.900.000	

2<sup>o</sup> — Cercle du Centre

1 camion-benne . . . . .	750.000	
2 marteaux-pneumatiques et 1 compresseur . . . . .	200.000	
1 bulldozer — T. 0. 6 . . . . .	1.000.000	
	1.950.000	4.850.000

c) — Participation aux améliorations dans le service des transmissions (adjonction) Section I

Paragraphe 10) . . . . . 1.500.000 1.500.000  
à valoir sur l'ensemble (section 1 paragraphe 10) . . . . . 1.881.226

Total du Chapitre Travaux d'intérêt général . . . . . 23.231.226

Total des dépenses (chap. I . . . . . 15.300.000  
(chap. II . . . . . 23.231.226  
38.531.226

ART. 4. — L'exécution de ce programme s'effectuera sur trois années conformément aux indications du tableau ci-après :

RUBRIQUES	EXERCICES		
	1951	1952	1953
<i>Chap. I — Production</i>			
a) — Etudes et recherches pour l'amélioration de la production . . . . .	6.800.000	2.500.000	1.000.000
b) — Lutte contre le parasitisme . . . . .	1.700.000	1.700.000	1.600.000
<i>Chap. II — Travaux d'intérêt général</i>			
a) — Ouverture — Aménagements routiers du secteur cacao . . . . .	11.346.000	3.654.000	—
b) — Equipement routier . . . . .	4.850.000	—	—
c) — Participation aux améliorations du service des Transmissions . . . . .	1.500.000	—	—
Total par exercice . . . . .	26.196.000	7.854.000	2.600.000
Total des dépenses . . . . .		36.650.000	
A valoir sur le compte . . . . .		1.881.226	
Montant du compte . . . . .		38.531.226	

ART. 5. — Il est fait réimputation au compte de soutien et d'équipement de la production locale section 1 paragraphe 10 de la somme de sept cent vingt mille francs imputée provisoirement sur le budget local chapitre 21 article 1 paragraphe 2 pour aménagement de la recette principale des P.T.T. de Lomé.

ART. 6. — Le secrétaire général, le chef du service de l'Agriculture, le directeur des Travaux publics, le directeur des P.T.T., le chef du service des finances, les commandants de cercle de Klouto et du centre, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 avril 1951.

Y. DIOO.

#### Délaissements forfaitaires des marins

ARRETE No 271-51/IM du 23 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 27 juin 1931 (Marine Marchande)

Vu le décret du 12 juillet 1948 (Marine Marchande) en son article 6;

Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 1948 (Marine Marchande);  
Vu l'arrêté ministériel du 18 février 1949 (Marine Marchande);

Vu l'arrêté n° 610-50/AE. du 29 juillet 1950 accordant liberté des prix aux hôtels et restaurants à Lomé.

Vu l'arrêté n° 558-50/AE du 12 juillet 1950 fixant les tarifs d'hospitalisation à Lomé;

Vu l'arrêté 650-50/IM du 16 août 1950 fixant les bases de calcul du montant des délaissements forfaitaires à Lomé;

Vu la circulaire ministérielle n° 807 AG/3 du 13 mars 1951 modifiant les taux des indemnités journalières dues pour rapatriement sur réquisition des marins de commerce délaissés forfaitaires;

Vu l'augmentation du prix des journées de frais d'hôtel, dans une proportion de plus de 10%, impliquant rectification de cet élément du forfait;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'arrêté 654-50/I.M. du 16 août 1950 fixant précédemment les éléments entrant dans la détermination des taux de délaissement forfaitaire des marins du commerce à Lomé :

2<sup>e</sup> terme (Frais de séjour à Lomé)  
en francs C.F.A. pour une durée moyenne de séjour de 15 jours

1<sup>re</sup> catégorie : Officiers et assimilés : 14.190 (quatorze mille cent quatre vingt dix francs)

2<sup>e</sup> catégorie : Personnel subalterne : 14.190 (quatorze mille cent quatre vingt dix francs)

3<sup>e</sup> terme (Frais de rapatriement)

1<sup>re</sup> catégorie : Officier et assimilés 4.195 francs C.F.A. (quatre mille cent quatre vingt quinze francs) dont deux cents francs C.F.A. pour frais locaux et 7.990 francs métropolitains pour frais de voyage maritime;

2<sup>e</sup> catégorie : Personnel subalterne 3.090 francs C.F.A. (trois mille quatre vingt dix francs) dont deux cents francs C.F.A. pour frais locaux et 5.780 francs  
1<sup>er</sup> terme : sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 avril 1951.

Y. Dico.

### Modèle N° 2

PORT D'OU LES MARINS SERONT DIRECTEMENT RAPATRIÉS SUR LA MÉTROPOLE  LOMÉ	NATURE DU TRAI- TEMENT	1 <sup>er</sup> ÉLÉMENT DU FORFAIT (1)		2 <sup>e</sup> ÉLÉMENT DU FORFAIT (1)		3 <sup>e</sup> ÉLÉMENT DU FORFAIT				OBSER- VATIONS
		FRAIS JOURNALIER D'HOSPITALISATION		FRAIS DE SÉJOUR A LA SORTIE DE L'HÔPITAL		FRAIS DE RAPATRIEMENT				
		EN MONNAIE LOCALE		EN MONNAIE LOCALE		en monnaie locale		en monnaie métropolitaine		
		1 <sup>o</sup> CAT.	2 <sup>o</sup> CAT.	1 <sup>o</sup> CAT.	2 <sup>o</sup> CAT.	1 <sup>o</sup> C.	2 <sup>o</sup> C.	1 <sup>o</sup> C.	2 <sup>o</sup> C.	
		OFFICIER	N/OFFICIER	OFFICIER	N/OFFICIER	Off.	N/Off.	Off.	N/Off.	
Port de Lomé . . .	Médical et chirurgical . .	880	660	14.190	14.190	200	200	7.990	5.780	4.195 <sup>f</sup> CFA. 3.090 <sup>f</sup> CFA.
						soit 1 <sup>o</sup> catégorie				
						—	2 <sup>o</sup>	—		

(1) — Y compris la majoration de 10% prévue à l'article 4 du décret du 12 juillet 1948.

### Modèle N° 3

ETAT faisant connaître les éléments de calculs utilisés pour la fixation des tarifs portés dans l'arrêté du 23 avril 1951 en ce qui concerne le Port de Lomé.

1<sup>er</sup> terme — Frais de traitement en francs C.F.A.

	JOURNÉE DE TRAITEMENT EN MONNAIE LOCALE			
	TARIF MÉDICAL		TARIF CHIRURGICAL	
	1 <sup>e</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.	1 <sup>e</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.
Prix de la journée de traitement demandé par l'Etablissement hospitalier				
Majoration 10% . . . . .	800 80	600 60	pas de tarif spécial à Lomé	
Tarif de base porté dans l'arrêté de l'autorité coloniale ou consulaire.	880	660		

2<sup>e</sup> terme — Frais de séjour

Durée moyenne de séjour : (a) 15 jours

Prix demandé par l'hôtelier { pour le personnel officier (b 860 francs  
pour le personnel non officier (b 860 francs

	EN MONNAIE LOCALE	
	1 <sup>re</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.
Montant des frais de séjour (2)	12.900	12.900
Majoration de 10 %	1.290	1.290
Tarif porté dans l'arrêté de l'autorité coloniale ou consulaire	14.190	14.190

(1) Majoration au moins égale à 10% du prix de la journée de traitement — Si elle est supérieure donner les éléments de calculs dans une note annexée.

(2) Produit de (B) ou (b) par (a).

3<sup>e</sup> Terme — Frais de rapatriement1<sup>o</sup> — Par voie de réquisition sur navire français

Durée moyenne de la traversée : 17 jours

	EN MONNAIE LOCALE		EN MONNAIE MÉTROPOLITAINE	
	1 <sup>re</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.	1 <sup>re</sup> cat.	2 <sup>e</sup> cat.
a) — Frais divers acquittés par l'autorité compétente avant l'embarquement.				
(1 <sup>e</sup> Transport au Quai d'embarquement . . . . .				
(2 <sup>e</sup> . . . . .			17 × 470	17 × 340
(3 <sup>e</sup> . . . . .	200	200	= 7.990	= 5.780
(4 <sup>e</sup> . . . . .				
b) — Frais à acquitter en France (3) . . . . .				
Taux — Tarif à porter dans l'arrêté —	200	200	7.990	5.780

Soit en monnaie locale 1<sup>re</sup> catégorie 4.195 francs C.F.A.

2<sup>e</sup> catégorie 3.090 francs C.F.A.

S. 1. P.

ARRETE N° 272-51/Plan du 23 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés Indigènes de Prévoyance du Togo, modifié par les décrets du 18 septembre 1938 et 28 février 1944;

Vu l'arrêté n° 552 du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance, modifié par l'arrêté 116 du 24 février 1938.

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les rôles primitifs des cotisations pour l'année 1951 des Sociétés Indigènes de Prévoyance de :

*Anécho*

(Catégorie supérieure) pour un montant de deux mille deux cent cinquante francs (2.250)

(Catégorie ordinaire) pour un montant de huit cent soixante-quatorze mille cinquante francs (874.050)

*Klouto*

Concernant les adhérents du canton de l'Agotimé pour un total de trente-cinq mille cinq cent vingt francs (35.520)

Concernant les adhérents des cantons du Cercle autres que celui de l'Agotimé, pour un total de cinq cent trente-quatre mille neuf cent cinquante francs (534.950).

*Atakpamé*

Pour un montant de un million cent vingt-trois mille cent soixante francs (1.123.160)

*Sokodé*

Pour un montant de un million cent soixante-treize mille huit cents francs (1.173.800)

*Bassari*

Pour un montant de six cent soixante-neuf mille sept cent cinq francs (669.705)

*Lama-Kara*

Pour un montant de deux millions quatre-vingt-quatre mille trois cent cinquante francs (2.084.350)

*Mango*

Pour un montant de trois cent soixante neuf mille cent francs (369.100)

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 avril 1951.

Y. Digo.

ARRETE N° 273-51/Plan du 23 avril 1951.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés Indigènes de Prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 18 septembre 1938 et 28 février 1944;

Vu l'arrêté n° 552 du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés Indigènes de Prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938.

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires des cotisations

pour l'année 1950 des Sociétés Indigènes de Prévoyance de :

*Klouto*

Catégorie ordinaire — pour un montant de onze mille deux cent quatre-vingt-dix francs (11.290)

*Mango*

Section Dapango — catégorie ordinaire — pour un montant de deux mille neuf cent soixante-quinze francs (2.975).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 avril 1951.

Y. Digo.

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

*Tour de service*

RECTIFICATIF au tour de service Outre-Mer du 1<sup>er</sup> avril 1951.

## ADMINISTRATEURS.

Groupe des Administrateurs-adjoints de 1<sup>re</sup> classe.

Pour servir au Togo.

Rayer : M. Orthlieb (Michel).

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL  
DE L'A. O. F.*Promotions*

Par arrêté du Gouverneur Général, Haut-Commissaire en A.O.F. en date du :

2 avril 1951. — Sont promus dans le cadre commun supérieur hiérarchie transitoire des surveillants d'Agriculture,

Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté,

.....  
Pour la 4<sup>e</sup> classe du grade de surveillant-adjoint

.....  
2<sup>e</sup> Tour Choix

Lawson Samuel Laté ..... R. S. M. = néant

.....  
Pour la 5<sup>e</sup> classe de surveillant-adjoint

.....  
1<sup>er</sup> Tour Choix

Aplogan Grégoire ..... R. S. M. = néant

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Tableau d'avancement

RECTIFICATIF au Journal officiel du Togo du 16 avril 1951. — page 290.

#### Transmissions

a) P. T. T.

*Au lieu de :*

Pour le grade de facteur adjoint de 4<sup>e</sup> classe  
(au choix)

Sossou François, facteur adjoint de 1<sup>re</sup> classe

*Lire :*

Pour le grade de facteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe  
(au choix)

Sossou François, facteur adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

#### Nominations

Par décision n° 252 D/P. du :

13 avril 1951. — M. André Robert, Administrateur de 1<sup>re</sup> classe de la France d'Outre-Mer, mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo et arrivé à Lomé par avion le 12 avril 1951, est nommé Commandant du Cercle et Administrateur-Maire de la Commune Mixte d'Anécho, en remplacement de M. Aubanel Pierre, Administrateur adjoint de 1<sup>re</sup> classe, chargé provisoirement et à titre intérimaire de ces fonctions.

Par décision n° 253 D/P. du :

13 avril 1951. — Sous réserve de régularisation ultérieure par arrêté ministériel, M. Doise René, Administrateur adjoint de 1<sup>re</sup> classe de la France d'Outre-Mer, chargé des fonctions de Directeur du Cabinet et du personnel par décision n° 220 D/P. du 1<sup>er</sup> avril 1951, cesse d'être en position de service détaché pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1951.

Ses émoluments sont à la charge du Budget de l'Etat.

Par décision n° 254 D/P. du :

13 avril 1951. — M. Aubanel Pierre, Administrateur adjoint de 1<sup>re</sup> classe de la France d'Outre-Mer, chargé provisoirement de l'intérin du Commandant du Cercle d'Anécho, est, sous réserve de régularisation ultérieure par arrêté ministériel, placé en position de service détaché et nommé Chef du service des affaires politiques, pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1951, en remplacement de M. Doise René, Administrateur adjoint de 1<sup>re</sup> classe, appelé à d'autres fonctions.

Les émoluments de M. Aubanel sont à la charge du Budget local du Togo.

Par arrêté n° 253-51/P. du :

17 avril 1951. — M. Nyadzogbé Chrétien, élève-moniteur, titulaire du brevet élémentaire, est nommé, pour compter du 15 avril 1951, instituteur adjoint

stagiaire du cadre local supérieur organisé par arrêté n° 986-49/P du 18 décembre 1949.

Par décision n° 287 D/P. du :

19 avril 1951. — M. De Verdilhac Antoine, Administrateur de 2<sup>e</sup> classe de la France d'Outre-Mer, nouvellement désigné pour servir au Togo et attendu par avion à Lomé le 19 avril 1951, est nommé Chef de la Subdivision administrative, Adjoint au Commandant du Cercle et à l'Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de Lomé, en remplacement de M. Nicol, Administrateur adjoint de 1<sup>re</sup> classe, qui reçoit une autre affectation.

M. Nicol Yves, Administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe de la France d'Outre-Mer, en service à Lomé, est nommé adjoint au Commandant du cercle de Klouto, en remplacement de M. Neyrolles, Administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe, appelé à d'autres fonctions.

M. Neyrolles Roger, Administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe de la France d'Outre-Mer, en service à Palimé, est nommé chef de la subdivision administrative de Bassari, en remplacement de M. Prudon Georges, Administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe, en instance de départ en congé administratif.

Par décision n° 289 D/P. du :

19 avril 1951. — M. Boehm Nathan, vétérinaire africain principal de 3<sup>e</sup> classe, en service à Lomé, est chargé provisoirement du service de l'élevage, en remplacement de M. Politzer Jean, vétérinaire inspecteur de 3<sup>e</sup> classe, chef du service titulaire, indisponible.

Par arrêté n° 268-51/P du :

21 avril 1951. — Est et demeure rapporté, l'arrêté n° 1.032-50/P. du 20 décembre 1950, portant admission de M. Lallement Georges, agent contractuel, dans le cadre local supérieur des géomètres du Togo.

#### Affectations

Par décision n° 255 D/P du :

13 avril 1951. — M. Gerbier Robert, sous-chef de bureau de 1<sup>re</sup> classe d'Administration générale d'Outre-Mer, de retour de congé et attendu à Lomé vers le 18 avril 1951, par le Paquebot « Brazza », est mis à la disposition du chef du service des finances.

Par décision n° 261 D/P. du :

14 avril 1951. — M. Gagli Kodjo Emmanuel, Médecin africain de 1<sup>re</sup> classe, en service à Sokodé, est affecté à l'Hôpital de Lomé.

M. Fiadjoe Robert, Médecin africain de 1<sup>re</sup> classe, en stage à l'Hôpital de Lomé, est affecté à Sokodé, en remplacement de M. Gagli.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1951.

Par décision n° 288 D/P. du :

19 avril 1951. — M. Gil Germain, vérificateur principal de 3<sup>e</sup> classe du cadre des douanes et régies d'Indochine, exerçant les fonctions du chef de la section de visite au bureau des douanes de Lomé, est nommé chef du bureau des douanes de Lomé et

receveur poursuivant des douanes, en remplacement de M. Danjou, en instance de départ en congé.

M. Suhubiette Joseph, agent principal de constatation et d'assiette (5<sup>e</sup> échelon), en service au bureau de Lomé, est chargé de la direction de la section de visite du bureau des douanes de Lomé, en remplacement de M. Gil.

Par décision n° 291 D/P du :

23 avril 1951. — M. Marx Robert, comptable principal échelle 6 — échelon 3, de retour de congé par le s/s « Brazza » du 18 avril 1951, est mis à la disposition du directeur du réseau des chemins de fer du Togo.

Par décision n° 292 D/P du :

23 avril 1951. — M<sup>me</sup> Ohin Bibiana, infirmière visiteuse de 1<sup>re</sup> classe, qui a terminé son stage du principalat à l'hôpital de Lomé, est affectée à Atakpamé.

#### Rappel d'ancienneté

Par arrêté n° 266-51/P. du :

20 avril 1951. — Un rappel d'ancienneté de trois (3) ans pour services militaires obligatoires, est attribué, dans son emploi actuel, à M. Mabudu Albert, préposé de 4<sup>e</sup> classe du cadre local des douanes du Togo.

#### Rappel à l'activité

Par décision n° 262 D/P du :

14 avril 1951. — M. Attisso Laurent, chef d'équipe de 1<sup>re</sup> classe des C.F.T., placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée d'un an, est rappelé à l'activité pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1951.

M. Attisso est mis à la disposition du directeur du réseau des C.F.T.

#### Congés

Par décision n° 275 D/P du :

18 avril 1951. — Un congé de fin de contrat de sept mois pour en jouir en France 11, Rue Durand Bénèch à Fontenay-aux-Roses, est accordé à M. Johnson Patrice, médecin contractuel (indice local 804) qui compte 30 mois et 7 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie aérienne, en 1<sup>re</sup> classe (Groupe II), de Lomé à Paris, lui est en outre délivré sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 18 mai 1951.

Par décision n° 276 D/P du :

18 avril 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Pomas (Aude), est accordé à M. Danjou Henri, inspecteur de 2<sup>e</sup> classe du cadre métropolitain des douanes (indice métro 330) qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie aérienne, en 1<sup>re</sup> classe (Groupe II), de Lomé à Paris, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux en-

fants âgés respectivement de 12 ans ½ et 4 ans 3 mois sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 3 mai 1951.

Par décision n° 280 D/P du :

18 avril 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à 37, Rue Vineuse Paris 16<sup>e</sup>, est accordé à M. Montel Pierre, Administrateur de 2<sup>e</sup> classe de la France d'Outre-Mer (indice métro 500) qui compte 24 mois de séjour consécutifs en A.O.F. et au Togo.

Un passage pour la France, par voie maritime, en 1<sup>re</sup> classe (Groupe II), lui est en outre délivré sur le paquebot « Brazza » attendu à Lomé vers le 3 mai 1951.

Par décision n° 281 D/P du :

18 avril 1951. — Une autorisation d'absence de cinq mois pour en jouir à 51, Rue Emile Zola — Villeneuve Saint Georges (Seine-et-Oise) est accordée à M. et M<sup>me</sup> Menant, respectivement instituteur principal de 4<sup>e</sup> classe (indice local 681) et institutrice de 4<sup>e</sup> classe (indice local 585), tous deux du cadre local supérieur du Togo, qui comptent 19 mois et 16 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, par voie aérienne, en 2<sup>e</sup> classe (Groupe III), de Lomé à Paris, leur est en outre délivré ainsi qu'à leur enfant âgé de 7 ans sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 18 mai 1951.

Par décision n° 293 D/P. du :

23 avril 1951. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Pau — Villa Mirasol — Impasse d'Alsace, est accordé à M. Destrade Claude, aide-conducteur de 1<sup>re</sup> classe du cadre local européen des conducteurs des Travaux agricoles du Togo (indice local 469) qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie aérienne, en 2<sup>e</sup> classe (groupe III) lui est en outre délivré sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 3 mai 1951.

#### Sanction disciplinaire

Par décision n° 248 D/P. du :

12 avril 1951. — Un blâme avec inscription au dossier à titre de dernier avertissement est infligé au facteur de 3<sup>e</sup> classe Anani Michel, faisant fonctions de chef de gare de Pagala pour le motif suivant :

« Manquant de caisse constaté au cours de la vérification comptable de sa gare le 7 mars 1951 ».

#### Prime de fin d'engagement

Par décision n° 258 D/CFT du :

13 avril 1951. — Est allouée à l'agent auxiliaire N'Kouako Ségbédji licencié pour convenance de service la somme de vingt-cinq mille cent dix francs (25.110 frs) à titre de prime de fin d'engagement.

La dépense correspondante est imputable au Budget des chemins de fer et du wharf du Togo, exercice 1951 — chap. I bis — art. 2 — paragr. 2.

**Garde-forestier**

Par décision n° 270 D/P. du :

16 avril 1951. — Le garde forestier de 1<sup>re</sup> classe Whanou Daniel, actuellement en service à Landa-Pozenda, Cercle de Lama-Kara, est affecté à Tchamba, Cercle et Subdivision de Sokodé.

**Agent de Police**

Par arrêté n° 264-51/P. du :

18 avril 1951. — M. Douam Doné, agent de police de 3<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo, est révoqué de ses fonctions, pour faute grave en service.

**DIVERS****Allocation**

Par décision n° 269 D/F. du :

14 avril 1951. — Une allocation viagère de huit mille frs (8.000) par an, est accordée, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951, à M. Idrissou Goum, ex-agent d'administration demeurant à Sokodé.

Cette allocation est personnelle et annuelle. Elle est payable par trimestre et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au chapitre 1 — Article 3 — Paragraphe 1 — du Budget local — Exercice 1951.

**Commandement indigène**

Par décision n° 278 D/AP du :

18 avril 1951. — Le nommé Datagni Kouame, est agréé comme secrétaire du chef supérieur de Basari (Cercle de Sokodé) en remplacement de M. Ouadja Edmond Moussa, démissionnaire.

Le nommé Takassi Boukari est agréé comme secrétaire du chef supérieur des Konkombas.

**Commissions**

Par décision n° 279 D/AE du :

18 avril 1951. — Les commerçants dont les noms suivent sont désignés pour faire partie des commissions qui statueront sur les offres se rapportant au tableau 44 — Tabac.

<b>Tableau 44</b> M.M.	{	Gougeaud
		Olympio
		Herson
		Torres

Par décision n° 286 D/P du :

19 avril 1951. — Une commission composée :

du Secrétaire Général

Président

de l'Inspecteur du Travail

du Chef du Service des Finances

du Chef du Bureau du Personnel

Membres

se réunira sur la convocation de son président, en vue de dresser la liste, par ordre de mérite, des agents

auxiliaires et journaliers ayant subi avec succès l'examen spécial d'accès dans les cadres locaux du Togo.

**Concours****Gardes forestiers**

Par décision n° 249 D/P du :

12 avril 1951. — Un concours pour le recrutement de deux gardes forestiers stagiaires du cadre local du Togo aura lieu à Lomé le vendredi 8 juin 1951 suivant l'horaire ci-après :

**Matin**

1<sup>re</sup> épreuve : Orthographe (30 minutes) de 7 h. 30 à 8 heures.

2<sup>e</sup> épreuve : Composition française (2 heures) de 8 h. 15 à 10 h. 15.

3<sup>e</sup> épreuve : Composition de calcul (1 h. 30) de 10 h. 30 à 12 heures.

**Soir**

4<sup>e</sup> épreuve : Athlétisme.

5<sup>e</sup> épreuve : (Facultative) portant sur la connaissance des langues ou idiomes parlés au Nord du Territoire (15 minutes pour chaque langue ou idiomé choisi).

Les conditions du concours sont celles fixées par les arrêtés n° 288/P. et 296/P. du 7 juin 1945, publiés au numéro spécial du journal officiel du Togo du 30 novembre 1945.

La liste des candidats admis à subir les épreuves de ce concours sera arrêtée le 1<sup>er</sup> juin 1951.

**Enseignement**

Par décision n° 272 D/E. du :

16 avril 1951. — M. Folivia Chrétien est autorisé à enseigner dans les classes de la Mission Evangélique au Togo, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1951.

**RECTIFICATIF** à la décision n° 952/DE. du 9 décembre 1950 accordant autorisation d'enseigner.

**Au lieu de :**

L'autorisation d'enseigner dans les écoles de la Mission Evangélique au Togo est accordée à Madame Wulschleger, missionnaire de la Mission Evangélique au Togo, titulaire du baccalauréat.

**Lire :**

L'autorisation d'enseigner dans les écoles de la Mission Evangélique au Togo est accordée à Madame Wulschleger, missionnaire de la Mission Evangélique au Togo, titulaire de la licence ès-lettres.

Le reste sans changement.

**Frais funéraires**

Par décision n° 263 D/F. du :

14 avril 1951. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 francs) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de son enfant Sanvée Joseph, survenu à Lomé, le 18 novembre

1950, est accordé à Monsieur Sanvée K. Emmanuel, commis d'administration principal de 3<sup>e</sup> classe, en service à la direction de la Santé Publique du Togo à Lomé.

La dépense est imputable au Budget local — Exercice 1951 — Chapitre XV — Article 8.

Par décision n° 264 D/F. du :

14 avril 1951. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 francs) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de son fils Alexandre H. Tossoukpé, survenu le 26 janvier 1951 à Lomé, est accordé à Monsieur Tossoukpé H. Albert, commis d'administration principal de 3<sup>e</sup> classe en service à la direction de l'éducation physique et des sports à Lomé.

La dépense est imputable au Budget local — Exercice 1951 — Chapitre XVII — Article 5 — Paragr.2.

#### Gratification

Par décision n° 268 D/F. du :

14 avril 1951. — Une gratification de mille francs (1.000 frs) pour actes de dévouement dans l'exercice de ses fonctions, est accordée au brigadier de 1<sup>re</sup> classe, Hounzandji Casimir, chargé de la surveillance de la lutte contre le scolyte du café dans le Cercle de Klouto.

La dépense correspondante est imputable au Budget local Exercice 1951 — Chapitre 6 — Article 10 — Paragraphe 3.

#### Libération conditionnelle — Résidence obligatoire

Par arrêté n° 260-51/SG. du :

18 avril 1951. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Matchindé Kombaté détenu à la prison de Sokodé, âgé de 45 ans environ, né à Djankougri, canton de Pogon (Cercle de Sokodé), fils de feu Kombaté et de feu Tchabri, cultivateur domicilié à Djankougri, condamné par jugement n° 7 en date du 21 novembre 1941 du Tribunal Criminel de Sokodé, à un emprisonnement perpétuel pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort.

Le nommé Matchindé Kombaté, atteint de lèpre, est astreint à la résidence obligatoire au village de Ségrégation de Kolowaré, pour y être soigné.

Par arrêté n° 261-51/SG. du :

18 avril 1951. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé à la nommée Dandehome Dabadj, détenue à la prison de Mango, âgée de 53 ans environ, née à Tchekpo-Dévé (Cercle d'Anécho), fille des feus Dabadj et Fiozouhou, domiciliée à Tchekpo-Dévé, cultivatrice condamnée par jugement n° 4 en date du 19 octobre 1935 du Tribunal Criminel d'Anécho à un emprisonnement perpétuel pour enlèvement et séquestration de personnes.

La nommée Dandehome Dabadj est astreinte à la résidence obligatoire à Tchekpo-Dévé, Cercle d'Anécho) et ne pourra quitter sa résidence obligatoire que sur autorisation spéciale du Commandant du Cercle d'Anécho.

Par arrêté n° 262-51/SG. du :

18 avril 1951. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Messan Houéssou, détenu à la prison d'Anécho, âgé de 35 ans environ, né à Vokoutimé (Cercle d'Anécho), fils de Messan et de Sohoulé, célibataire sans enfant, cultivateur demeurant à Vokoutimé, condamné par jugement contradictoire n° 28 du 23 février 1949 du Tribunal Correctionnel de la justice de Paix d'Anécho, à trois ans d'emprisonnement et au remboursement des frais, pour vol.

Le nommé Messan Houéssou est astreint à la résidence obligatoire à Vokoutimé (Cercle d'Anécho) jusqu'au 23 août 1951, date d'expiration de sa peine de prison.

L'intéressé ne pourra quitter sa résidence obligatoire que sur autorisation spéciale délivrée par le Commandant du Cercle d'Anécho.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

#### Pensions

Par arrêté n° 255-51/F. du :

17 avril 1951. — Sont concédées sur les fonds de la Caisse locale de retraites du personnel autochtone du Togo, les pensions de retraite suivantes :

##### *Pensions d'ancienneté de service*

1<sup>o</sup> Vingt huit mille francs (28.000 frs) l'an sans majoration à l'ex-facteur principal de 2<sup>e</sup> classe du service des Transmissions Ayité Christophe qui totalise 30 ans et 3 mois de services.

2<sup>o</sup> — Vingt neuf mille trois cent quarante sept francs (29.347 frs) l'an à l'ex-facteur principal de 3<sup>e</sup> classe Lassey Antoine qui compte 32 ans 2 mois et 15 jours de services ininterrompus.

La date d'entrée en jouissance de ces pensions est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1951.

Les titulaires de ces pensions percevront en outre les allocations familiales dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

#### Permis de conduire

Par arrêté n° 259-51/TP. du :

18 avril 1951. — Sont restitués à leur titulaire :

1<sup>o</sup> — le permis de conduire n° 2.471 délivré au Dahomey au nommé Akakpo Alajo, âgé de 22 ans, né à Agonékoué (Dahomey), chauffeur demeurant à Anécho;

2<sup>o</sup> — le permis de conduire n° 1.492 délivré à Porto-Novo en 1934 au nommé Lawson Jérôme Teyi, né le 16 janvier 1915 à Athiémié (Dahomey), chauffeur demeurant à Anécho;

3<sup>o</sup> — le permis de conduire n° 3.005 délivré à Porto-Novo, le 24 novembre 1945 au nommé Ekoué Foly, né vers 1928 à Anécho, chauffeur demeurant à Anécho;

4<sup>o</sup> — le permis de conduire n° 3.049 délivré à Porto-Novo, le 10 janvier 1949 au nommé Oké Posson Emmanuel, né vers 1922 à Porto-Novo (Dahomey), chauffeur demeurant à Anécho;

5<sup>o</sup> — le permis de conduire n° 3.542 délivré à Porto-Novo, le 9 juin 1950 au nommé Mississo

Sossou Pierre, né vers 1927 à Gbédji-Doukonta-Lokossa (Cercle d'Athiémé-Dahomey) — chauffeur demeurant à Anécho.

Par décision n° 285 D/TP. du :

18 avril 1951. — La décision n° 679/DTP du 30 août 1950 est rapportée.

Le permis de conduire n° 2.346 délivré à Porto-Novo le 8 juin 1946 au nommé Macaully Jonathan, né vers 1926 à Zinvié (Dahomey), chauffeur chez Hounnou Sagbo, demeurant à Cotonou, est restitué à son titulaire.

#### Porteur de contraintes

Par décision n° 257 D/F. du :

13 avril 1951. — Le gendarme Rougeaux, détaché au Commissariat de police de Lomé, est nommé porteur de contrainte ad-hoc pour la Ville de Lomé.

#### Prison

Par décision n° 271 D/SG. du :

16 avril 1951. — Le commis d'administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe Tétévi Raphaël en service au Commissariat de police d'Atakpamé (Cercle du Centre) est nommé surveillant-chef de la prison d'Atakpamé en remplacement de l'assistant de police adjoint de 4<sup>e</sup> classe Sognigbé David, en service à ce Commissariat, qui reste spécialement chargé des affaires relevant purement de la police.

#### Secours

Par décision n° 265 D/F. du :

14 avril 1951. — Un secours après décès de quatorze mille quatre cent soixante sept francs (14.467 frs) équivalent à trois mois de solde de présence du garde de Cercle de 1<sup>re</sup> classe Mawaya Ouarga, décédé subitement le 13 février 1951 à l'hôpital de Mango, des suites d'une méningite foudroyante, est accordé à sa veuve, Madame Kalamassé Mawaya, demeurant au Camp des gardes cercles à Mango.

La dépense résultant du paiement de ce secours est imputable au Budget local — Exercice 1951 — Chapitre 6 — Article 10 — Paragraphe 3.

Par décision n° 266 D/F. du :

14 avril 1951. — Un secours éventuel de dix mille francs (10.000 frs), une seule fois payé, est accordé aux orphelins de l'ancien caporal Mamady Diarra n° 3.521, décédé à Kamina (Canton et Subdivision d'Atakpamé).

Ce secours sera mandaté au nom de Monsieur Doussoumi Fandjanagni, agriculteur à Kamina, tuteur légal des orphelins de feu Mamady Diarra.

La dépense correspondante est imputable au Budget local — Exercice 1951 — Chapitre XXII — Article 3 — Paragraphe 1 — (secours éventuels à des particuliers et secours collectifs à des sinistrés du Territoire).

Par décision n° 267 D/F. du :

14 avril 1951. — Un secours éventuel de vingt mille francs (20.000 frs), une seule fois payé, est

accordé aux orphelins de feu Amoni Kotè Félix, ex-infirmier principal de 1<sup>re</sup> classe en service à Anécho, décédé à Lomé le 12 juillet 1948.

Ce secours sera mandaté au nom de Monsieur Amoni Afoutou Mathieu, demeurant à Anécho, tuteur légal des orphelins de feu Amoni Kotè Félix et frère de ce dernier.

La dépense correspondante est imputable au Budget local — Exercice 1951 — Chapitre XV — Article 8.

Par arrêté n° 257-51/CFT. du :

18 avril 1951. — Il est accordé à la veuve et à l'orphelin de l'ex-maître-ouvrier principal de 2<sup>e</sup> classe des C.F.T. Afangnihoun Thomas les secours ci-après :

#### Secours pour la veuve

Thérèse Hountsalomé

1<sup>o</sup> — Au taux annuel de onze mille trois cent soixante dix huit francs (11.378), pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951.

#### Secours pour l'orphelin

Damiana Akouélé

2<sup>o</sup> — Au taux annuel de mille quatre cent vingt deux francs (1.422 frs), pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1951.

Le secours de l'orphelin sera mandaté au nom de M. Kassene Adjallo, tuteur légal suivant certificat d'hérédité établi le 16 septembre 1949 par l'Administrateur-Maire de la Commune Mixte de Lomé.

Les allocations ci-dessus sont temporaires payables par trimestre échu et renouvelables tous les trois ans.

La dépense est imputable au Budget annexe du chemin de fer et du wharf.

#### Subventions

Par décision n° 256 D/F. du :

13 avril 1951 — Pour le premier trimestre 1951, une subvention de 5.815.166 francs (cinq millions huit cent quinze mille cent soixante six francs) est accordée aux établissements de la Mission Catholique du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

**MODIFICATIF à la décision n° 1.022/D/F. du 31 décembre 1950 accordant une subvention au service social colonial de Paris.**

Au lieu de :

Cette subvention sera payée par le Service Administratif Colonial à Paris, sur la provision constituée par le Territoire du Togo.

Lire :

Cette subvention sera payée par les soins du Service Administratif Colonial à Paris, sur la provision constituée par le Territoire du Togo. Elle sera versée à l'association pour le développement des Œuvres Sociales Coloniales, 11 Rue Tronchet à Paris (8).

Le reste sans changement.

**MODIFICATIF** à la décision n° 1.023/D/F. du 31 décembre 1950 accordant une subvention au Centre de surveillance acridienne du Niger.

*Au lieu de :*

Cette subvention sera payée par le Service Administratif Colonial à Paris, sur la provision constituée par le Territoire à la direction de l'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts — Ministère de la France d'Outre-Mer, 27, Rue Oudinot — Paris.

*Lire :*

Cette subvention sera payée par les soins du Service Administratif Colonial à Paris, sur la provision constituée par le Territoire du Togo. Elle sera versée au Comité International Provisoire de Prévention Acridienne au Soudan Français au compte ouvert à son nom à la recette centrale des Finances de la Seine à Paris sous le n° 28.068.

Le reste sans changement.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de Concours

##### *Rédacteurs de 1<sup>re</sup> classe avant trois ans d'Administration générale d'Outre-Mer*

Par arrêté en date du 5 avril 1951, un concours pour le recrutement de rédacteurs de 1<sup>re</sup> classe avant trois ans d'administration générale d'outre-mer aura lieu en 1951.

Les dates des épreuves sont fixées au jeudi 6, vendredi 7, samedi 8 décembre 1951, de huit heures à douze heures.

Les demandes des candidats, accompagnées des pièces énumérées à l'article 3 de l'arrêté n° 830 du 19 juin 1948, devront parvenir au ministère de la France d'outre-mer (direction du personnel, 2<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> section), avant le 31 juillet 1951.

La liste des candidats admis à concourir sera arrêtée par le ministre de la France d'outre-mer et publiée au Journal Officiel de la République Française.

Le nombre des places mises au concours est fixé à cinquante.

#### *Rédacteurs stagiaires d'Administration générale d'Outre-Mer*

Par arrêté en date du 5 avril 1951, un concours pour le recrutement de rédacteurs stagiaires d'administration générale d'outre-mer aura lieu en 1951.

Les dates des épreuves sont fixées au lundi 3, mardi 4, mercredi 5 décembre 1951, de neuf heures à douze heures.

Les demandes des candidats, accompagnées des pièces énumérées à l'article 4 de l'arrêté du 2 juin 1949, devront parvenir au ministère de la France d'outre-mer (direction du personnel, 2<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> section), avant le 31 juillet 1951.

La liste des candidats admis à concourir sera arrêtée par le ministre de la France d'outre-mer et publiée au Journal Officiel de la République Française.

Le nombre des places mises au concours est fixé à cent.

### DECLARATION D'ASSOCIATIONS

*Date :* 28 décembre 1950

*Titre :* Union sportive des travaux publics du nord (U. S. T. P. N.).

*But :* Pratiquer tous les sports et en particulier le foot-ball.

*Siège :* Sokodé, Subdivision des travaux publics du nord.

#### Conseil de la Jeunesse du Togo

*Date de la déclaration :* 7 avril 1951.

*Titre de l'Association :* Conseil de la Jeunesse du Togo.

*Objet et buts :* a) réaliser le groupement des divers mouvements de jeunesse existant au Togo.

b) assurer leur fonctionnement normal, chacun agissant dans sa sphère particulière.

c) fortifier entre les organisations membres du Conseil les idées de solidarité, d'émulation et d'entraide fraternelle dans le sens de l'intérêt supérieur du pays.

*Siège :* Secrétariat Social à Lomé, 9, Avenue Mal Foch.

*Pièces annexées à la déclaration :* Statuts.